

Nous avons cherché, dans ce numéro, qui après deux ans de parution sous une forme plus modeste, et avec nos moyens propres, renoue avec la tradition des numéros de 1966 et 1967, à donner un nouvel impact à notre mouvement : nous avons vu cette année fleurir enfin les idées que, depuis 1964 nous cherchons inlassablement à faire pénétrer dans l'esprit du public et des responsables : essentiellement cette conception que la « nature » nécessaire à l'homme sous de très multiples formes ne sera considérée, préservée et magnifiée que si elle est partie intégrante et base de l'aménagement et prise comme un élément de l'économie générale au sens large de ce terme.

D'une part la personnalité des participants à nos réunions, à nos journées, à nos manifestations diverses, tous responsables, animateurs, reconnus dans leur domaine, d'autre part, nos études et nos publications ont contribué grandement à la diffusion de nos conceptions dans les milieux de la formation, de l'éducation, de la décision. En même temps, de tous côtés, des groupes plus spécialisés se formaient ou se développaient contribuant dans leur sphère particulière et avec leurs objectifs propres à ce mouvement des esprits. Enfin, le terme d'environnement — celui que nos amis britanniques nous avaient proposé en 1967 pour notre revue, dont le titre était intraduisible en anglais — est apparu partout à l'orée de l'Année Européenne de la Nature.

Dans ce numéro qui, comme les précédents, ne prétend pas être exhaustif sur le sujet, mais ouvrir des perspectives et apporter « quelque chose », nous avons dû rompre avec certaines traditions, faute de place : ainsi le feuillet « Comment organiser les catastrophes » n'a pu figurer cette fois, mais sa parution reprendra. Par contre, nous avons publié des professions de foi de responsables comme M. CHALANDON, ministre de l'Équipement, nous avons « interviewé » le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. PONS, et nous avons donné la parole à d'autres qui ne partagent pas toujours les conceptions du ministre, qui apportent sur les sujets traités par le secrétaire d'État d'autres éclairages ou qui représentent un point de vue original dans leur discipline.

Ce numéro est un acte de foi et de confiance : n'ayant plus les possibilités dont nous disposions pour la revue, les premières années, nous avons, avec le nouveau groupe de rédaction, décidé de faire fonds sur l'intérêt suscité par notre action : pour cela il faut que chaque lecteur se transforme en abonné, en adhérent et en propagandiste pour notre diffusion. Comme toujours, nous ouvrons nos colonnes aux associations amies qui, dans un domaine ou l'autre, œuvrent dans le même sens et nous sommes prêts à leur servir de tribune et de moyen de liaison et d'expansion. Comme toujours, nous publierons les suggestions, les avis, les textes de ceux de nos amis qui ont quelque chose à dire.

R. BECHMANN



Côte de Bretagne près de Camaret (photo Roland BECHMANN)

le saccage de la nature

La défense de la nature est une question de complicité générale, cette complicité qui est faite à partir de l'amour qu'on porte à la nature. Et l'on peut dire qu'en France, presque personne n'a le souci de la nature : la rivière se détériore ; on ne porte plus aucune attention à ce qu'elle est devenue ; et puis, on n'a qu'une hâte : c'est de la recouvrir parce qu'elle fait honte ; elle devient un égout. Si bien que ce qui devrait être un objet d'animation au milieu d'une cité, ce qui devrait être une sorte de joyau qui nous rappelle la vie avec tous ses équilibres et cette espèce d'amitié que l'homme devrait avoir pour l'eau en même temps que pour tout ce qui vit dans l'eau et pour tout ce qui vit par l'eau... tout cela disparaît et laisse tout d'un coup la cité sans aucun cours d'eau, sans aucun ruisseau... Avec cette disparition, l'homme perd un peu de sa joie de vivre et de sa tranquillité d'âme.

L'urbanisation est-elle compatible avec la défense de la nature ? Oui et non. Chaque fois que l'homme apparaît dans la nature, il la recrée ; il ne peut pas la laisser naturelle ; il ne peut pas la laisser sauvage. S'il la laisse sauvage, c'est que sa présence n'est que passagère ; il peut aller dans une réserve naturelle ; il peut y aller pour un temps ; mais dès l'instant qu'il veut vivre dans un site, il est obligé de le transformer. Et, dès que l'homme vient, avec beaucoup de ses semblables s'installer, former un village, une ville ensuite, il est obligé de domestiquer la nature, de la mettre à son service. Le problème est de savoir si, l'ayant à son service, il continue à la respecter. S'il ne la respecte pas, il enverra tous ses détergents, toutes ses eaux usées dans la rivière sans avoir le souci de traiter les eaux auparavant ; au lieu de ménager les arbres il ne s'en souciera pas ; s'il s'en préoccupe, il devra adopter d'autres essences d'arbres — compatibles avec le voisinage de l'homme ou avec le voisinage du béton, avec celui des constructions ou avec la diminution de la surface non construite, cette sorte de grande passoire par où les eaux s'infiltreraient naturellement.

A partir du moment où l'homme, par ses constructions, charge le sous-sol et change le cours des eaux souterraines, dès cet instant, il est obligé de recréer la nature. Comme l'a dit Marcel LODS lors des journées AMÉNAGEMENT ET NATURE à Royaumont : « Les Hollandais passent leur temps à créer artificiellement des espaces naturels ». C'est bien la vérité !

Il vient un temps où la nature qui mérite d'être entretenue doit l'être avec la complicité de tous : les Français sont-ils vraiment complices dans l'entretien de la nature ou est-ce qu'au contraire, en ce moment, nous n'assistons pas à un phénomène inverse : trop de Français ne sont-ils pas actuellement complices dans le saccage de la nature ?

E. CLAUDIUS-PETIT

Vice-président de l'Assemblée nationale
Député - Maire de FIRMINY